

Lesotho, et celui du Père Lévesque, de Montréal, qui a fondé l'université du Rwanda. Le Président Mugabe du Zimbabwe a été formé dans les écoles de mission et à Silveria House, institution fondée et dirigée par des Jésuites canadiens.

Lors de mon passage en Éthiopie l'automne dernier pour discuter des moyens que le Canada entendait prendre pour répondre à la famine qui afflige ce pays, j'ai découvert que le ministre éthiopien du Développement a obtenu un diplôme d'ingénieur à l'Université de la Colombie-Britannique. Un ministre de l'Église unie, le Révérend Lee Holland, a fondé en Zambie un projet appelé Fermes familiales, qui permet à des groupes d'Africains d'acheter des parties d'anciennes plantations coloniales et d'exploiter ces nouvelles fermes selon des méthodes améliorées. Le Canada a des contacts partout en Afrique et aussi, évidemment, dans les Antilles et en Amérique latine.

Cette tradition transcende l'histoire et dépasse la propriété privée d'une Église, d'un club philanthropique ou d'un individu. Elle a créé au plus intime de la communauté canadienne le désir et la capacité de réagir aux crises internationales. Nous en avons fait la preuve de manière évidente et à deux reprises au cours des six dernières années. Je veux parler ici de la situation des "boat people" et de la famine qui sévit en Afrique.

Pour les dirigeants, le défi consiste à tirer parti plus régulièrement de cette ouverture sur le monde dont font preuve les Canadiens. Le processus d'examen de nos relations extérieures nous offre l'occasion d'établir des relations plus durables entre la politique gouvernementale et les préoccupations des citoyens, qui ont une conduite exemplaire devant les crises. Mais cette alliance entre le gouvernement et les citoyens ne devrait pas se limiter aux périodes de crise.

En 1979, le monde découvrait la tragédie des "boat people" - de ceux qui étaient rejetés par leur patrie et envoyés à la dérive, au sens littéral du terme. Les Canadiens se sont immédiatement intéressés au sort de ces personnes. Mon gouvernement a donc cherché à canaliser cet intérêt au lieu de le considérer de manière purement bureaucratique. Nous avons annoncé un programme d'association dans le cadre duquel le gouvernement parrainerait un nouveau Canadien parmi les "boat people" chaque fois qu'une association religieuse, un individu, un conseil municipal, un club philanthropique ou un quartier amènerait une autre personne au Canada. La réponse a été inespérée, tout comme elle l'a été l'automne dernier lorsque les Canadiens ont réagi devant la famine qui ravage l'Afrique.